



SYNDICAT NATIONAL **FO** DES FINANCES PUBLIQUES

SECTION DE LA MOSELLE

**Déclaration liminaire CAPL MUTATIONS cadre B au
01/09/2017**

Madame la Présidente,

Après Le rapport de la Cour des Comptes qui veut faire croire que la Fonction Publique et les fonctionnaires se résument à une simple dépense publique, le discours de politique générale du Premier ministre du 4 juillet dernier enfonce le clou.

Les mots sont affligeants « désintoxication, addiction » : les Français seraient donc accros à la dépense publique d'après le Premier ministre pour qui il faut baisser cette dépense de 3% du PIB. Il faudrait alors éradiquer la maladie !

Du fait de ce postulat, la diminution drastique des budgets, les suppression de postes, l'externalisation des missions (privatisation) , la suppression du jour de carence et bien évidemment le gel des rémunérations pour les fonctionnaires sont à venir.

A l'heure où le service public, garant de la cohésion sociale, est une nécessité permanente pour garantir l'égalité des droits des citoyens le Premier ministre s'adonne donc au sport national le « fonctionnaire– bashing »

Pour FORCE OUVRIERE , le Premier ministre devrait plutôt aller à la rencontre des personnels. Il constaterait qu'à l'hôpital, dans la police, à l'école ,mais aussi dans tous les ministères et services qualifiés honteusement de non-prioritaires comme les Finances, et comme notre administration la DGFIP, les agents travaillent dans des conditions difficiles, voire déplorables de sous-effectifs, portés par leur seul sens indéfectible du service public

Pour FO, il est clair qu'un tel discours n'augure rien de bon pour entamer un dialogue social sincère et constructif.

Face à cette avalanche d'annonces stigmatisantes contre la Fonction Publique et ses agents, il est évident que le rapport de force est engagé !

Loi Travail, PPCR, RIFSEEP, réformes de structures incessantes à la DGFIP, relèvent d'une même logique d'austérité budgétaire, d'autoritarisme social et de tentative de mise à mort du service public que FORCE OUVRIERE combat..

Concernant la CAPL d'aujourd'hui, FO-DGFIP MOSELLE déplore la situation des effectifs, qui s'aggrave année après année.

**Au déficit de 23,7 agents de catégorie C s'ajoute un déficit de 16,5 agents B.
(-40,2 B+C au 01/09/2017 pour le département de la MOSELLE.)**

Il va falloir, Madame la Présidente, que vous nous expliquiez comment les services vont pouvoir continuer à fonctionner avec de tels manques de personnels.

Sur le terrain, les besoins de service public de proximité sont prégnants, et les attentes fortes de la part des partenaires du secteur local mais aussi des contribuables, qui continuent toujours aussi nombreux de solliciter les guichets de la DGFIP. Ils démontrent ainsi qu'ils sont encore bien loin de se « désintoxiquer » de notre accueil de proximité.

F.O.-DGFIP déplore le nombre croissant d'agents à la disposition du directeur (ALD Département ou ALD RAN). Ces agents affectés avec ce statut sont devenus la variable d'ajustement pour combler de façon non pérenne les vacances d'emplois dans les structures et services.

FO DGFIP MOSELLE exige:

- **le respect de la règle de l'ancienneté administrative**
- **le retour de deux véritables mouvements par an pour les A , B et C**
- **l'arrêt des suppressions d'emplois :55% des suppressions d'emplois sont supportés en 2017 par la seule DGFIP qui aura perdu plus de 20 000 agents depuis sa création en 2008.**
- **le recrutement de l'intégralité des listes complémentaires pour tous les concours A ,B et C .**
- **et le comblement de tous les emplois vacants.**

Les élus FO- DGFIP CADRE B

Jean-François Guerder – ERD
Philippe Koehler -T.Faulquemont
Dominique Lerond - T.Hospitalière
Alain Thomas- SIE Metz-Ouest
Philippe Jaeck - ERD
Henrique Da Silva - T. Sarreguemines Municipale
Martine Helleringer-Secrétaire départemental Expert CAPL